

TERRIENNES

[Menstrues, règles, périodes, ménorrhée, le sang des femmes dans tous ses états](#)

Journée mondiale de l'hygiène menstruelle : les règles, entre tabou et sujet politique



En 2015, l'association *Osez le féminisme* organisait la campagne "Sang tabou", comprenant notamment des collectes de protections hygiéniques pour lutter contre la précarité menstruelle.
©Osezleféminisme

28 MAI 2020 Mise à jour 28.05.2020 à 10:55 par [Terriennes](#), [Isabelle Mourgere](#)

Les règles ne seraient plus tabou ? Pas si sûr. Depuis six ans, le 28 mai est décrété Journée mondiale de l'hygiène menstruelle. Discrimination à l'école, accès aux protections hygiéniques, précarité menstruelle, toxicité des tampons, taxe tampon etc... En 2020, les menstrues se trouvent toujours au cœur de multiples problématiques, économiques et politiques.

Le 28 du mois, comme les vingt-huit jours d'un cycle menstruel. Le mois de mai, 5e mois de l'année, ce qui correspond au nombre de jours moyen de la durée des règles. Voilà l'idée à l'origine de cette première campagne lancée en mai 2013 par l'organisation non gouvernementale [WASH United](#), baptisée May #MENSTRAVAGANZA, et qui avait pour thème le cycle menstruel.

L'année suivante, l'événement devenait la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle connue en anglais sous le nom de *Menstrual Hygiene Day*. Une journée mondiale de plus certes, mais qui reste assez méconnue du grand public. Pourtant à cette occasion, partout dans le monde, des événements sont organisés dans le but d'interpeller les décideurs afin d'améliorer les infrastructures sanitaires, notamment en milieu scolaire dans le but d'augmenter la fréquentation scolaire des filles, même pendant leurs règles. Le site officiel de la journée internationale de l'hygiène menstruelle met à disposition du contenu qui peut être partagé avec le hashtag #menstruationmatters (les menstruations ont de l'importance).

La précarité menstruelle : un enjeu mondial

"Chaque jour il y a 300 millions de femmes qui ont leur règles, c'est important de le rappeler", nous confie Céline Robert, responsable de la division eau et assainissement à l'AFD (Agence française de développement). C'est un tabou partout encore, selon elle, et ça l'est encore plus dans les pays moins développés. "La précarité menstruelle, c'est d'abord ne pas avoir accès à des protections", lance l'experte. En Inde, par exemple, 80% des femmes utilisent des morceaux de tissus et "bricolent" elles-mêmes leurs protections. Utiliser des protections inadaptées comporte un risque d'infection.

Relire notre article >[Les règles : un enjeu majeur d'éducation et de santé publique en Inde](#)

Dans les PMA (pays les moins avancés), 50% des écoles n'ont pas de toilettes. Ce qui impacte les jeunes filles, cinq jours par mois, on n'est pas libre de ses mouvements, ça amène les petites filles à manquer l'école.

Céline Robert, responsable eau et assainissement à l'AFD

"Il faut aussi avoir des lieux où l'on peut se changer, laver ces protections. 25% de la population mondiale n'a pas accès à des toilettes, ça grimpe à 70% en Afrique subsaharienne. Et ce sont les femmes qui paient le plus le prix de cette situation. On est sur un droit humain dont ne bénéficie pas une grande partie de la population des pays en développement. Dans les PMA (pays les moins avancés), 50% des écoles n'ont pas de toilettes. Ce qui impacte les jeunes filles, cinq jours par mois, on n'est pas libre de ses mouvements, ça amène les petites filles à manquer l'école", précise-t-elle. Cela crée aussi des situations de stigmatisation, les filles sont rejetées, isolées, au Népal, elles sont même totalement mises à l'écart pendant leurs menstrues. "L'impact se répercute sur l'ensemble de la société, parce que ça empêche de valoriser le potentiel des filles et des femmes", estime-t-elle.

Comment faire bouger les choses ? Pour Céline Robert, il faut que ce sujet soit considéré comme l'affaire de tous, pas seulement celle de femmes, et cela passe toujours et encore en priorité par la communication. "Cette journée sert à ça, c'est pourquoi elle est importante et positive. Pour nous bailleurs de fond, le but c'est d'avoir une approche intégrée, de mener à la fois des actions en matière d'eau, d'hygiène et d'éducation. Il faut financer des structures en assainissement en eau dont des stations d'épuration, mais aussi des toilettes à domicile; ça contribue à améliorer la situation des femmes et des filles. C'est ce que nous faisons notamment au Niger, au Togo, en Ethiopie. Il y a aussi la sensibilisation à travers des campagnes qui traitent de l'hygiène menstruelle. On a commencé, c'est encore récent mais c'est un début. Il faut aussi introduire ces sujets dans les cursus scolaires. Ce que l'on fait mais encore trop de manière anecdotique, c'est aussi d'accompagner des filières de protections hygiéniques locales, en accord avec l'environnement. Ça crée des projets d'entreprenariat social, et aussi des emplois."

Le contexte de crise du COVID

Difficultés de déplacements, confinement, difficultés économiques plus lourdes, la situation de pandémie cette année risque aussi d'avoir de lourdes conséquences en matière de précarité menstruelle.

"Dans les familles, nombreuses, confinées chez elles, il a été encore plus difficile pour les filles de pouvoir s'isoler pour changer de protections. Quand on n'a pas de toilettes à la maison et qu'il faut se rendre à des toilettes à l'air libre, on ne peut pas respecter le confinement. Les informations qui remontent, ce sont aussi des difficultés d'accès plus importantes aux produits d'hygiène, parce que tous les lieux de distribution gratuite dans les écoles notamment étaient fermés. Pour l'instant, nous n'avons pas de chiffres, mais ce qu'on sait c'est que cette situation exacerbe les difficultés déjà existantes", conclut Céline Robert.

En France, 1,7 million de femmes en précarité menstruelle

Début février, un [rapport parlementaire](#), adopté par la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale et coécrit par les députées Laëticia Romeiro Dias (LREM) et Bénédicte Taurine (LFI) dresse 47 recommandations pour lutter pour la précarité menstruelle. Près de 1,7 millions de femmes sont concernées en France. Suite à ce rapport, le gouvernement a annoncé vouloir lancer une expérimentation de distribution de protections périodiques gratuites. Ce programme, d'un million d'euros selon le gouvernement, prévoit de mettre en place des distributeurs de tampons et serviettes dans les lieux publics. D'autres initiatives sont déjà en cours et menées sur le terrain par des associations, notamment auprès des femmes sans domicile fixe ou en situation précaire, mais aussi dans les écoles.

"La question des règles est essentielle à la réflexion sur l'égalité entre les femmes et les hommes, en ce qu'elle a marqué à tout point de vue le rôle et la place des femmes dans nos sociétés", indiquait la députée Marie-Pierre Rixain qui présidait la présentation du rapport. Tout est dit. Presque tout reste encore à faire.

Entretien avec Elise Thiébaud, autrice de nombreux ouvrages sur les règles, et qui a écrit à l'occasion de la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle "[un manifeste de la révolution menstruelle](#)" (à retrouver dans Terriennes).

Terriennes : parler des règles n'est plus tabou ?

Elise Thiébaud : Je pense que cela s'est beaucoup détendu sur cette question là, et que c'est devenu un sujet politique. Les grands médias ont commencé à s'en emparer et à en parler. Cela ne veut pas dire que la réalité du vécu a changé, mais en tout cas, il y a une démocratisation et une ouverture de la discussion qui est évidente. En 2017 encore, il n'y avait aucun article sur le sujet dans la presse magazine en France.

En quoi la question des règles est devenu un sujet politique ?

C'est devenu un sujet politique parce qu'il pose la question de la place des femmes dans l'espace public. Les implications du tabou des règles dans la santé publique sont énormes. Quels moyens met-on en oeuvre pour améliorer la santé des femmes, voilà ce que cela soulève. Comment prend-on en charge une maladie comme l'endométriose ? Pourquoi la recherche peine-t-elle à trouver des financements ? Une chercheuse de l'Inserm m'a récemment confié que pour les recherches contre le cancer de la prostate, il était facile d'obtenir 200 000 euros en une semaine, alors que si on demande la moitié pour l'endométriose, la subvention n'arrive pas. Comment se fait-il que l'on ne trouve pas encore aujourd'hui des protections hygiéniques dans les lieux publics, dans les entreprises, ou universités, alors qu'on y trouve des distributeurs de préservatifs, ou même du papier toilette gratuitement ? Les femmes sont plus pauvres mais doivent payer. Le budget par cycle, donc par mois, est de 5 à 10 euros pendant 40 ans.

Relire > ["Ceci est mon sang", un livre d'Elise Thiébaud pulvérise le tabou des règles](#)

Beaucoup de filles, femmes, dans le monde n'ont pas accès à des protections hygiéniques, ça veut dire que les règles c'est sale, encore ?
C'est dû à plein de raisons entremêlées. Il y a d'abord le fait que les femmes sont plus pauvres. Et en raison du tabou, on ne questionne pas les choses. La précarité c'est un continuum, auquel s'ajoute le coût des protections périodiques. Les marques mettent les prix qu'elles veulent, ne rendent pas de comptes sur la composition de leurs produits, ne s'interrogent pas sur l'impact de ces protections sur la santé, tout comme leur impact écologique.

Il y a un gros enjeu économique, le marché des protections périodiques dans le monde représente 27 milliards d'euros par an. Il y a beaucoup de marques qui ont compris cet enjeu, tout d'un coup elles surfent sur le tabou et font des clips qui font scandale pour faire parler d'elles. Je pense notamment à la pub de Nana, le dernier objet censé représenter une vulve était un porte-monnaie ! Parfois l'inconscient peut se trahir...

Justement, le sang n'est plus bleu dans les publicités, c'est tout de même une avancée ?

Pour moi, c'est anecdotique. La question n'est pas d'imposer la vision de serviettes usagées, que je ne trouve pas particulièrement agréables à regarder, même si je trouve le sang très beau. Je ne suis pas sûre que ce soit la question centrale. Pour moi, la priorité est que les femmes en situation de précarité puissent trouver dans des conditions acceptables des protections, et puissent subvenir à leurs besoins de santé. Instaurer quelque chose de l'ordre de la charité pour lutter contre la précarité menstruelle est un concept qui a beaucoup plu aux médias, parce qu'au fond ça ne questionne pas les déséquilibres fondamentaux économiques.



Elise Thiébaud, invitée du 64', le 23 septembre 2019.

©TV5monde

ÉLISE THIÉBAUT

CECI EST MON SANG



Petite histoire des règles,
de celles qui les ont
et de ceux qui les font

LA DÉCOUVERTE

Élise Thiébaud

Tout sur le
rouge

des femmes
Antoinette Fouque

Et plus récemment, les derniers ouvrages d'Elise Thiébaud : *Mes ancêtres les Gauloises, une autobiographie de la France* (Ed. La Découverte), septembre 2019.

Les Fantômes de l'Internationale (Ed. La ville brûle), août 2019.

Retrouvez nos articles Terriennes :

- > [Les règles : un enjeu majeur d'éducation et de santé publique en Inde](#)
- > [Tout sur les règles : dans "Chattologie", Klaire fait gr voir rouge](#)
- > [Des tampons gratuits contre la précarité financière liée aux règles : l'Ecosse à l'avant-garde. Et ailleurs ?](#)
- > [Femmes en politique : les députées, aussi, ont leurs règles](#)
- > [Remboursement des protections hygiéniques : en France, une mutuelle étudiante brise le tabou des règles](#)
- > [Ces héroïnes de l'histoire qui, elles aussi, avaient leurs règles](#)

[Terriennes](#), [Isabelle Mourgere](#)
Mise à jour 28.05.2020 à 10:55

Plan du site